

Pour sauver Loiseau, Macron a-t-il pris le risque de se noyer ?



Se mettre en photo sur une affiche électorale en lieu et place de la tête de liste, c'est du jamais vu sous la V^e République où le président se doit d'être au-dessus des partis.

Deux ans après son élection à la présidence de la République, Emmanuel Macron est à nouveau en campagne. Cette fois pour les européennes afin de défendre sa vision de l'Europe face à ceux qu'il appelle les « nationalistes » dans le but, évident, de les discréditer. Bien qu'il se défende, évidemment, de tenir compte des sondages, il a bien dû constater que semaine après semaine, la liste du Rassemblement National grignotait des voix jusqu'à dépasser celle de La République en Marche dans la dernière ligne droite avant le scrutin. Un phénomène observé par tous les instituts de sondages.

Faut-il s'en étonner ? Que pouvait-on vraiment attendre de l'insipide Nathalie Loiseau, bombardée tête de liste pour cette élection à un seul tour ? La Rem manque-t-elle à ce point de personnalités connues et suffisamment pugnaces pour livrer bataille au nom de la majorité présidentielle ? C'est la question que beaucoup se sont posée en apprenant la nomination de la ministre des Affaires européennes jusque-là totalement inconnue du grand public.

Une candidature surprise annoncée d'une curieuse manière, le 14 mars dernier, lors d'un échange avec Marine Le Pen qui était ce soir-là l'invitée de « L'émission politique » sur France 2. La candidate dont la campagne laborieuse a évolué entre bourdes, couacs et polémiques n'est jamais parvenue à s'imposer dans les débats. Pire, elle a littéralement explosé en vol dans le face-à-face qui l'opposait à Jordan Bardella, tête de liste du Rassemblement National.

Pour Macron, c'en était trop ! N'écoutant que son orgueil à défaut de son courage, le chef de l'État s'est jeté dans le bain de la campagne électorale pour être en première ligne face au Rassemblement National. Une aubaine pour Marine Le Pen qui retrouve son adversaire du second tour de la présidentielle. Un quitte ou double pour Macron qui joue là son va-tout.

Car désormais les choses sont claires. L'élection de dimanche prochain opposera la liste des mondialistes, de l'oligarchie et de la finance internationale à celle de l'Europe des peuples, des nations et des oubliés de la mondialisation. Un affrontement par les urnes entre deux mondes qui s'ignorent, que tout oppose, qui dessinera les contours de la fracture territoriale mise en exergue par le mouvement des Gilets jaunes. D'un côté les grandes métropoles bénéficiant de toute l'attention des pouvoirs publics, de l'autre une France périphérique, en déclin et qui se sent abandonnée.

Un référendum sanction anti-Macron

Or Macron en sortant de son rôle de président de la République prend un énorme risque politique. Ces dernières semaines, il n'a eu de cesse de cibler Marine Le Pen et les députés européens du Rassemblement National. « Sur un tas de sujets leur bilan est une catastrophe pour le pays et pour l'Europe ! » a-t-il déclaré. On est évidemment tenté de lui demander des comptes, à lui, chef de l'État, tellement son bilan est mauvais sur tous les plans après deux ans de mandat.

Devant la probabilité de plus en plus grande d'un revers électoral d'importance, la nervosité s'est transformée en panique au sommet de l'État. Macron se démultiplie pour tenter de limiter les dégâts allant jusqu'à menacer ses ministres qui, selon lui, ne s'impliquent pas assez dans la campagne. Le scrutin de dimanche est, en effet, capital pour lui. Cette élection européenne sera « la plus importante depuis 1979 parce que l'Union est face à un risque existentiel » a-t-il déclaré dans un entretien à la presse quotidienne régionale. Ce sera aussi le premier test électoral pour le pouvoir deux ans après l'élection présidentielle.

Une opportunité pour Marine Le Pen qui espère capitaliser sur sa liste les suffrages de tous les mécontents. Faire de cette élection un référendum sanction anti-Macron, c'est sa stratégie depuis des mois. Et le président de la République, en dramatisant les enjeux et en s'impliquant chaque jour un peu plus dans la campagne, apporte de l'eau à son moulin. Seul mot d'ordre pour le RN : « Votez contre Macron ! ». Trois mots qui vont peser lourd dimanche quand les électeurs glisseront leur bulletin dans l'urne.

Car Macron est aujourd'hui isolé sur le plan européen. Le couple franco-allemand a volé en éclats. La dynamique est aujourd'hui passée du camp des « progressistes » au camp des « populistes ».

Sur le plan intérieur, sa cote de popularité reste au plus bas et stagne à 27 % d'opinions favorables selon le dernier

baromètre Ipsos/Le Point. Pour une grande majorité de Français, il est perçu comme « autoritaire » et « arrogant » au point que certains « ne peuvent même plus le voir en peinture ». C'est dire si le rejet de sa personnalité est fort dans l'opinion. Son obstination à vouloir se mettre en première ligne, à n'être « pas spectateur, mais acteur » risque donc bien, au final, de se retourner contre sa liste.

Alain Marsauguy